

Présidentielle du 27 août au Gabon : la répression augmente avant un probable coup d'Etat électoral

Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques et Afrique, Paris, 31 juillet 2016

Depuis 1967, la famille Bongo et le Parti Démocratique Gabonais (PDG) dirigent le Gabon¹. Accumulant les élections fraudées, ils l'empêchent de se démocratiser. Comme dans les autres dictatures africaines, une alternance grâce à un processus électoral au Gabon est improbable, malgré l'impopularité évidente du chef de l'Etat sortant et son électorat très réduit.

L'absence d'accord et de dialogue entre pouvoir et opposition sur le processus électoral suffit pour permettre de prévoir la fraude et l'inversion de résultat en préparation. Dans l'élection présidentielle à un tour du 27 août, si rien n'est fait pour rétablir les règles de la démocratie dans le processus électoral, le scénario le plus probable est une nouvelle victoire d'Ali Bongo face aux deux ou trois candidats principaux de l'opposition, par un score construit autour de trois étapes de fraudes. Un score fraudé prévisible d'Ali Bongo serait alors constitué, d'une part de votants réels assez réduite, d'une autre part de votants étrangers et d' enrôlements contestés dans le fichier électoral², puis de résultats supplémentaires le jour du vote par bourrages d'urnes et falsification des procès verbaux, et enfin, de pourcentages supplémentaires ajouté à la compilation des procès verbaux à la Commission électorale nationale autonome et permanente (CENAP), avec à la complicité d'une Cour constitutionnelle soumise au chef de l'Etat sortant.

Le fichier électoral actuel, non actualisé depuis 2013, correspond selon la société civile gabonaise à ce scénario. La mise en œuvre de la biométrie par Gemalto avant les élections locales de 2013 a été contestée au niveau du prix et de la réalisation³. Le 10 mars 2016, à Paris, une plainte contre Gémalto a été déposée conjointement par le Conseil représentatif des associations noires de France (Cran) et les activistes Marc Ona et Jean-Jacques Eyi Ngwaa⁴, pour « corruption passive et active d'agents publics étrangers ou internationaux »⁵. L'opposition et la société civile réclament un audit du fichier électoral. Début juin, suite à sa mission pré-électorale, l'organisation américaine National Democratic Institute (NDI) a repris la exigence en demandant « des mesures concrètes pour renforcer la confiance des candidats et des partis politiques dans la fiabilité du fichier électoral par exemple par un audit dont les résultats seront rendus publics », et a proposé, en vain, un dialogue des politiques, la possibilité d'observer pour la société civile sur tout le territoire, ou la transparence de la compilation⁶. Mais, l'action de la NDI est tardive et, a été, pour l'instant, sans effet.

Début juillet, le déménagement de la CENAP à la Cité de la Démocratie contrôlée par la Garde Républicaine a mis l'accent sur son absence d'indépendance. La question de l'organisation des démembrements locaux de cette CENAP pose problème⁷. La Cour constitutionnelle n'a pas changé depuis 2009 et est toujours présidée par la Marie-Madeleine Mborantsuo⁸. De nombreuses autres difficultés dans le processus électoral ont été soulignés par la société civile, par exemple concernant « l'identification, l'immatriculation, la cartographie de l'ensemble des centres et bureaux de vote afin d'éviter l'utilisation des urnes pirates par des criminels électoraux : la mise à disposition de l'ensemble de ces informations au public ; La sécurisation démocratique du vote : présence des observateurs nationaux et internationaux dans les bureaux de vote et au sein des différents centres de compilation »⁹. Dans l'ensemble, malgré le scénario connu d'avance, la possibilité de prévenir les fraudes ou la majeure partie d'entre elles, n'est pas assurée.

Les trois principaux candidats de l'opposition sont Jean Ping, Guy Nzouma Ndama et Casimir Oyé Mba¹⁰. Le 15 juillet, la CENAP a validé 14 candidatures. Six d'entre elles émanant de micro-partis proches du pouvoir, sont soupçonnées d'avoir pour seule fonction de justifier la future baisse frauduleuse des scores des trois

¹ Avec le Togo, le Gabon est en tête du classement du nombre d'années sans alternances cumulées au niveau président et parlement en Afrique, 5.3.1 <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/03/30/apres-26-ans-de-democratisation-dictature-et-democratie-bientot-a-lequilibre-en-afrique/>

² Plainte contre Gémalto et qualité fichier électoral, Marc Ona, 3.3.15, Paris, <http://regismarzin.blogspot.fr/2015/06/3-mars-2015-paris-conference-de-presse.html>

³ Dossier Biométrie R.Marzin : <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/06/10/la-biometrie-electorale-en-afrique-dossier/>

⁴ Président Observatoire gabonais sur la responsabilité sociétale des entreprises, des administrations et des industries (OGARSEAI)

⁵ Ordonnance fixant consignment de partie civile du juge Roger Le Loire au TGI de Paris le 30.6.16

⁶ 3 juin 2016, <https://www.ndi.org/declaration-preliminaire-gabon-french>

⁷ <http://www.rfi.fr/emission/20160722-gabon-militants-presentes-chaque-etape-processus-electoral>

⁸ <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/01/02/gabon-du-coup-detat-electoral-de-2009-au-depart-anticipe-dali-bongo/>

⁹ ROLBG, rencontre NDI et Société Civile gabonaise, 30.5.16, <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/gabon/article/rencontre-ndi-the-national>

¹⁰ Jean Ping, Guy Nzouma Ndama d'Héritage et Modernité, président de l'Assemblée nationale jusqu'au 31.3.16, et Casimir Oyé Mba de l'Union nationale.

principaux candidats de l'opposition. Pour l'instant, le débat sur le processus électoral s'est centré sur l'affaire des actes de naissance contestés d'Ali Bongo¹¹. Cette affaire est centrale dans la communication de l'opposition depuis 2 ans, qui a voulu démontrer qu'Ali Bongo Ondimba ne dispose pas d'un document régulier prouvant qu'il est gabonais de naissance, condition impérative pour être éligible à la présidence selon l'article 10 de la constitution¹².

Fin mars 2016, le Gabon a accepté le principe d'une mission d'observation européenne¹³. L'Union européenne (Ue) a envisagé de financer un projet d'observation de la société civile gabonaise¹⁴ avant de se concentrer sur sa Mission d'observation. Elle envoie 60 personnes dont 22 observateurs de longue durée et une mission de députés européens. Le 25 juillet, Fédérica Mogherini a déclaré que « la mise en place d'un réel dialogue entre les acteurs politiques contribuerait à l'apaisement du climat politique et permettrait d'éviter des tensions et la radicalisation »¹⁵, et la chef de la mission, la députée européenne Mariya Gabriel a indiqué : « La région d'Afrique centrale a besoin plus que jamais d'exemples d'élections démocratiques et incontestées ». Malheureusement, dans des situations similaires, en dictature, l'Ue a connu plusieurs échecs de ses missions d'observation, qui ont été neutralisées. Une mission d'observation de l'Union africaine, probablement factice comme dernièrement au Tchad et à Djibouti¹⁶, est annoncée¹⁷.

Le 22 juillet, en visite de 48 heures avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, le secrétaire général adjoint des Nations-unies aux Affaires politiques, Jeffrey Feltman « a souligné l'importance d'organiser des élections crédibles, avec la participation d'observateurs régionaux et internationaux et la libre participation des médias »¹⁸. Cependant, la communauté internationale est actuellement concentrée sur la nécessité d'une alternance en République démocratique du Congo et le processus de démocratisation du Gabon a été encore très peu soutenu, alors que les fraudes se préparent en amont¹⁹.

Le futur coup d'Etat électoral se met en place au travers d'une augmentation rapide de la répression. Les manifestations de l'opposition sont interdites. Les arrestations arbitraires se multiplient. Au total, près d'une trentaine de membres de l'opposition et de la société civile ont fait l'objet d'arrestations entre le 9 et le 23 juillet.

Entre autres, le 9 juillet, pendant une manifestation, trois leaders syndicaux, Jean Rémy Yama, président de la Confédération syndicale Dynamique Unitaire, Roger Ondo Abessolo, secrétaire confédéral de Dynamique unitaire, et Cyrlin Koumba Mba Essiane ont été arrêtés²⁰, puis le 21 juillet trois, jeunes de l'Union Nationale, dont le coordonnateur du Mouvement des Jeunes du parti. Le 23 juillet, une manifestation pacifique a été violemment dispersée malgré la présence au premier rang de responsables politiques dont les candidats Casimir Oyé Mba et Guy Nzouba-Ndama²¹. Un journaliste de l'AFP, Jean Dabany, a été « passé à tabac par les forces de l'ordre »²². L'armée est déployée dans la capitale gabonaise pour impressionner et intimider. La répression repose en grande partie sur la Police judiciaire et l'armée, avec la participation de mercenaires étrangers.

Dans le cas probable d'un nouveau coup d'Etat électoral au Gabon, le pays entrerait dans un conflit post-électoral d'autant plus fort et violent que ce coup d'Etat ferait suite à celui de 2009 et aux hold-up électoraux systématiques qui ont jalonné les 42 années au pouvoir d'Omar Bongo Ondimba.

¹¹ <http://www.marianne.net/election-presidentielle-au-gabon-ali-bongo-faussaire-100244170.html>

¹² selon l'article 10 "toute personne ayant acquis la nationalité gabonaise ne peut se présenter comme candidat à la présidence de la République. Seule sa descendance étant demeurée sans discontinuité au Gabon le peut, à partir de la quatrième génération"

¹³ <http://jeanping.org/le-gabon-accepte-lobservation-des-elections-en-2016-par-lunion-europeenne/>, <http://gabonreview.com/blog/presidentielle-2016-mission-exploratoire-de-lue-a-libreville/>

¹⁴ Mené entre autres par le Réseau des organisations libres de la société civile pour la bonne gouvernance au Gabon (ROLBG).

¹⁵ http://eeas.europa.eu/statements-eeas/2016/160725_04_fr.htm

¹⁶ Régis Marzin, 5.7.16, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/>

¹⁷ Des observateurs de l'OIF et du NDI seront également présents, <http://www.rfi.fr/afrique/20160729-gabon-observateurs-internationaux-elections-scrutin>

¹⁸ <http://www.un.org/sg/offthecuff/index.asp?nid=4638>, <http://gabonreview.com/blog/presidentielle-2016-conseils-de-jeffrey-feltman/>

¹⁹ A signaler, le 12.7.16, la résolution 821 du 114^e congrès des USA <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-resolution/821/text>

²⁰ <http://www.rfi.fr/afrique/20160722-gabon-nouvelles-arrestations-opposants-bongo>, Jean Rémy Yama, président du Snec, président de la Confédération syndicale Dynamique Unitaire et coordonnateur général du mouvement citoyen Les témoins actifs, Roger Ondo Abessolo, président du Synatras (Syndicat national des travailleurs des Affaires sociales), Secrétaire confédéral de Dynamique unitaire et membre du mouvement Témoins actifs, Koumba Mba Essiane, président du Synpa (Syndicat nationale du personnel de l'agriculture), membre du mouvement Témoins actifs, <http://www.gabonactu.com/2016/07/26-manifestants-arretes-samedi-parquet-lundi/>

²¹ <http://www.rfi.fr/afrique/20160723-gabon-police-disperse-brutalement-manifestation-opposition-libreville>

²² <http://www.jeuneafrique.com/344204/politique/gabon-heurts-lors-dune-marche-de-lopposition/>, <http://www.gabonactu.com/2016/07/11390/>

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique demande au gouvernement français et au Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne de :

- faire pression sur le gouvernement gabonais pour que soient respectées les libertés constitutionnelles, en particulier les libertés de manifestation et d'expression, et que soit mis fin aux arrestations et détentions arbitraires dont font l'objet l'opposition, la société civile, et les syndicats,
- d'appuyer les exigences de l'opposition et de la société civile sur le processus électoral : entre autres, dialogue inclusif réel avec les partis d'opposition avant le vote, audit du fichier électoral, restructuration de la CENAP, accès équitable de l'opposition aux média publics, possibilité d'observer sur tout le territoire, procédures transparentes de collecte et transmission des résultats, publication des résultats détaillés vérifiables,
- proposer pour prévenir le conflit électoral un accompagnement international du processus électoral mixte politique et technique, en plus de la Mission d'Observation électorale européenne technique et potentiellement instrumentalisable,
- dénoncer toute fraude, tout manquement à la transparence garantissant la valeur des résultats, et toute inversion de résultat qui pourraient advenir,
- considérer la qualité du processus électoral, en vue de réévaluer la coopération française et européenne au Gabon selon la qualité et le niveau de ses pratiques démocratiques pour aider le Gabon à se démocratiser.

Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques et Afrique, 31 juillet 2016,

12 signataires : Ca suffit comme ça ! (Gabon), Réseau des Organisations Libres de la Société Civile du Gabon (ROLBG), Union pour le Salut National (USN, Djibouti), Alliance Nationale pour le Changement Ile-de-France (ANC-IDF, Togo), Union des Populations du Cameroun (UPC), Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise (CODE, Bruxelles et Paris), Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD, Congo Brazzaville), Forces vives tchadiennes en exil, Amicale panafricaine, Afriques en lutte, Parti de Gauche, Europe Ecologie les Verts (EELV).

Concernant les huit pays non démocratiques qui, en Afrique, connaîtront une élection présidentielle en 2016, le **Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique demande que soient satisfaites les conditions préalables indispensables à un processus électoral :**

- absence de répression de l'opposition,
- état de droit préalable minimum : liberté de la presse, liberté de manifester, liberté de s'organiser pour la société civile et les partis politiques,
- dialogue inclusif avec l'opposition,
- consensus sur la composition d'une Commission électorale indépendante neutre,
- consensus sur la méthode de fabrication du fichier électoral,
- possibilité de contestation légale auprès d'une Cours indépendante incontestable.

Plus de revendications dans la lettre à l'Ue du 8 mars 2016 :

<https://electionsafrique.wordpress.com/2016/03/08/congo-b-djibouti-tchad-lettre-a-ue-politique-europeenne-et-processus-electoraux-sans-democratie-en-afrique-en-2016/>

Probables processus électoraux d'élection présidentielle non crédibles en Afrique en 2016

Date scrutin	Pays	Président	Durée pouvoir
18 février	Ouganda	Yoweri Museveni	30 ans
20 mars + 10 avril	Congo Brazzaville	Denis Sassou Nguesso	32 ans
8 et 22 avril	Djibouti	Ismaël Omar Guelleh	17 ans + oncle 22 = 39
24 avril	Guinée Equatoriale	Teodoro Obiang	37 ans
10 avril + 9 mai	Tchad	Idriss Déby	26 ans
27 août	Gabon	Ali Bongo	7 ans + père 42 = 49
27 novembre ou 2017	Congo Kinshasa	Joseph Kabila	10 ans (2x5ans max)
1er décembre	Gambie	Yahya Jammeh	22 ans

Le **Collectif de Solidarité avec les Luttres Sociales et Politiques en Afrique** s'est particulièrement investi sur la démocratisation de l'Afrique et les crises, en mettant l'accent sur les processus électoraux :

Mai 2016, Congo-Brazzaville, Djibouti, Tchad : Le cercle vicieux des processus électoraux sans démocratie
Avril 2016, Guinée équatoriale : Lettre ouverte à l'Ue et aux gouvernements français, espagnol et américain
Avril 2016, Djibouti, France, Ue : Analyse du processus électoral avant la présidentielle des 8 et 22 avril
Avril 2016: Tchad, France : Analyse du processus électoral avant la présidentielle des 10 avril et 9 mai
Mars 2016, Congo B : Analyse du processus électoral avant la présidentielle du 20 mars 2016
Mars 2016, Congo B, Djibouti, Tchad : Lettre ouverte à UE sur 3 présidentielles sans démocratie
Janvier 2016, Djibouti : Lettre ouverte à ONU, UA, UE, Elysée : massacre et arrêt du processus électoral
Décembre 2015 : Congo B : Bilan du coup d'Etat constitutionnel – Lettre ouverte à ONU, UE, Elysée
Octobre 2015 : Congo B : Coup d'Etat constitutionnel – Lettre ouverte à l'Union européenne
Juillet 2015, Togo et politique européenne : Lettre à UE sur Togo et démocratisation de l'Afrique (réponse)
Mai 2015, Togo : Lettre à ONU, UE et OIF : présidentielle et soutien à la démocratisation de l'Afrique
Avril 2015, Togo : Election présidentielle, la démocratie et l'alternance sont-elles possibles ?
Février 2015, UE : 9 propositions à l'Union européenne pour soutenir la démocratisation en Afrique
Février 2015, UE : UE et élections en Afrique en 2015 et 2016 et soutien à la démocratisation
Novembre 2014, Tchad : Répression contre des manifestants et coupure des communications internationales
Octobre 2014, Burkina Faso : Afrique : limitation du nombre de mandats présidentiels, aucune exception n'est plus acceptable
Octobre 2014, Tchad : Soutien à la société civile tchadienne suite à la journée 'ville morte'
Mars 2014, Centrafrique et Tchad : Influence et implication d'Idriss Déby en RCA de mi-2012 à janvier 2014
Janvier 2014, Djibouti : Répression, contentieux électoral et politique européenne
Décembre 2013, Tchad : Dossier d'information sur la réhabilitation impossible d'Idriss Déby
Novembre 2013, Togo : Visite de Faure Gnassingbé à l'Elysée
Octobre 2013, Tchad : Tchad et politique française
Septembre 2013, Cameroun : Elections législatives
Juillet 2013, Sortir de l'influence militaire et engager la politique française dans le soutien de la démocratie
Mai 2013, Guinée Equatoriale : Elections législatives et pétrole
Avril 2013, Togo : Lettre à Laurent Fabius sur l'affaire des incendies
Février 2013, Djibouti, Togo, Cameroun, Guinée C. : Elections législatives : lettre à Assemblée Nationale
Février 2013, Djibouti : Elections législatives
Janvier 2013, Togo : Lettre ouverte à l'Union européenne sur élections législatives
Juillet 2012, Congo Brazzaville : Elections législatives
Décembre 2011, Gabon : Dossier d'information sur les élections législatives
Octobre 2011, Cameroun : Election présidentielle : dossier d'information et meeting
2010 : cinquante ans des indépendances : Manifestation le 14 juillet 2010
Février 2010, Togo : Election présidentielle